

SOMMAIRE DE LA LETTRE N°120

Le Coin des Epargnants

- Le tableau financier de la semaine
- Un coup d'arrêt salutaire
- Le teasing de la FED se met en place

Si vous étiez absent cette semaine...

- France, quand demain sera plus beau qu'hier
- Zone euro, la croissance dans les starting-blocks

Le Coin de la Conjoncture

- Les Allemands, les premiers des Européens
- Chine, coup de froid

Le Coin des Tendances

- Panne de productivité, est-ce grave docteur ?
- La consommation est morte, vive la consommation !

L'agenda éco et les prévisions de la semaine

LE COIN DES EPARGNANTS
Le tableau financier de la semaine

	Résultats 27 mars 2015	Evolution 5 jours	Résultats 31 déc. 2014
CAC 40	5034	-1,05 %	4 272
Dow Jones	17 712	-2,29 %	17 823
Nasdaq	4 891	-2,69 %	4 777
Dax Allemand	11 868	-1,42 %	9 805
Footsie	6 855	-2,39 %	6 566
Eurostoxx	3 679	-1,26 %	3 146
Nikkei	19 285	-1,40 %	17 450
Taux de l'OAT France à 10 ans	0,5020	+3 pb	0,8370 %
Taux du Bund allemand à 10 ans	0,208	+ 2pb	0,541 %
Taux du Trésor US à 10 ans	1,962	+3 pb	2,17 %
Cours de l'euro / dollars (vendredi 27 mars, 18 heures)	1,0917	+0,92 %	1,2106
Cours de l'once d'or en dollars (1^{er} fixing Londres vendredi 27 mars 11 heures)	1 198	+2,24 %	1199
Cours du baril de pétrole Brent en dollars (vendredi 27 mars, 18 heures)	57,650	+4,5 %	57,54

Coup d'arrêt salutaire !

Après sept semaines consécutives de hausse, les places financières continentales ont opté pour la pause. Les investisseurs ont engrangé quelques bénéfices et ont scruté les entrailles des indicateurs économiques. Les Etats-Unis ont soufflé le chaud et le froid. Si la confiance des consommateurs américains n'a pas connu le trou d'air craint par certains, la croissance du dernier trimestre 2014 n'a pas été, en revanche,

révisée à la hausse démentant certains espoirs. L'attentisme a été de rigueur cette semaine. Les investisseurs ont joué la prudence en attendant d'y voir plus clair sur la liste des réformes grecques et sur la politique de la FED. Les propos de la Présidente de la FED ont de facture normande, hausse il y aura mais quand je ne sais pas trop...

Le teasing de la FED se met en place

Vendredi 27 mars, à San Francisco, Janet Yellen la Présidente de la banque centrale américaine (Fed) a planté le décor des prochaines semaines en annonçant que la FED « pense désormais sérieusement commencer dans le courant de l'année à réduire la politique monétaire exceptionnellement accommodante actuellement en place ». Elle a admis que cette hausse pourrait « légèrement » freiner la reprise. La Présidente de la FED s'est refusé à donner un début de calendrier. Cette déclaration fait suite à celle du comité de politique monétaire (FOMC) de mi-mars dans laquelle il était mentionné que l'engagement de se montrer « patient » avant de relever les taux était abandonné. Janet Yellen avait alors affirmé qu'une hausse pourrait intervenir à tout moment après la prochaine réunion du FOMC d'avril en affirmant que la Fed ne se montrerait pas « impatiente ». Néanmoins, elle a déclaré vendredi que « le bon moment n'est pas encore arrivé ».

Le teasing par petites touches continue et nous rapproche de la date fatidique de la remontée des taux...

SI VOUS ETIEZ ABSENT CETTE SEMAINE...

France, quand demain sera plus beau qu'hier

La semaine a été marquée par la publication de nombreux résultats économiques. Entre l'augmentation du chômage au mois de février à la confirmation de la croissance de 0,4 % en 2014, rien de nouveau sous le soleil rare de ce début de printemps. Si tout concourt à une future amélioration, il convient de laisser du temps au temps. Nul ne pouvait espérer que le retour de la croissance soit immédiat d'autant plus que nous sortons de trois ans de complète léthargie. Il faudra de six à neuf mois pour pouvoir mesurer le caractère tangible de la reprise ainsi que sa force.

Climat des affaires en hausse au mois de mars

Parmi les points positifs, il faut souligner la progression de l'indice INSEE sur le climat des affaires. Il reste, certes, en-dessous de son niveau de longue tendance mais il se rapproche, à 96, de la barre des 100 points en gagnant deux points en mars. Cet indicateur de l'INSEE est calculé à partir des réponses des chefs d'entreprise des principaux secteurs d'activité.

Le climat des affaires gagne un point dans les services et trois dans le commerce. Il est stable dans le bâtiment. En revanche, il perd un point dans l'industrie.

L'indicateur de retournement pour l'ensemble des secteurs reste dans la zone favorable signifiant que des signes de reprise sont bien présents.

Les ménages se mettent à espérer des jours meilleurs

Les ménages français sont plus optimistes en ce début d'année. En effet, selon l'INSEE, au mois de mars 2015, la confiance des ménages a gagné 1 point et a atteint 93, son plus haut niveau depuis novembre 2010. Il reste néanmoins en dessous de sa moyenne de longue période (100).

Ce retour léger de la confiance se traduit par le fait que les ménages sont plus nombreux à considérer comme opportun de faire des achats importants (+2 points). Le solde correspondant passe légèrement au-dessus de sa moyenne de longue période, pour la première fois depuis octobre 2007.

Au niveau de l'épargne, les Français restent des fourmis. Ainsi, toujours en mars, l'opinion des ménages sur leur capacité d'épargne actuelle s'améliore (+2 points). Le solde d'opinion concernant leur capacité d'épargne future augmente fortement (+4 points). Ces deux soldes se situent nettement au-dessus de leur moyenne de long terme. De même, la proportion de ménages estimant qu'il est opportun d'épargner augmente légèrement (+1 point). Le solde demeure néanmoins en dessous de sa moyenne de long terme.

Avec la baisse de l'inflation, les Français commencent à percevoir une amélioration sur le pouvoir d'achat corroborée par les résultats du dernier trimestre 2014. En mars, l'opinion des ménages sur le niveau de vie passé en France s'améliore pour le troisième mois consécutif (+2 points) et atteint son plus haut niveau depuis octobre 2007. De même, leur opinion sur le niveau de vie futur s'améliore pour le cinquième mois consécutif (+2 points). Ces deux soldes demeurent toutefois nettement inférieurs à leur moyenne de longue période.

Même si le chômage a augmenté au mois de février, les ménages sont sensiblement moins nombreux à considérer que le chômage va augmenter : le solde correspondant chute de 13 points en mars et atteint son plus bas niveau depuis mai 2012. Il reste néanmoins au-dessus de sa moyenne de long terme.

Le retour de la hausse du chômage au mois de février

Le nombre de demandeurs d'emploi qui avait baissé, en janvier, de 19 100, progresse de 12 800 en février. Le nombre de demandeurs d'emploi, catégorie A, s'élevait donc à la fin du mois dernier à 3 494 400 en hausse de 0,4 % par rapport à janvier. Sur un an, la progression est de 4,6 %. La barre des 3,5 millions pourrait être malheureusement franchie durant le printemps. Toutes catégories confondues, le nombre de demandeurs d'emploi atteint le chiffre de 5,561 millions en hausse de 0,3 % sur un mois et de 4,4 % sur un an. L'augmentation du chômage est imputable au plus de 50 ans. En effet, si celui des jeunes de moins de 25 ans se contracte de 0,3 % en février, il augmente de 0,7 % pour les plus de 50 ans. La progression atteint 9,1 % sur un an pour cette catégorie. Au niveau géographique, ce sont les régions ayant connu une forte progression de l'activité immobilière, ces dernières années, qui

souffrent. Ainsi, le nombre de chômeurs en Corse augmente sur un an de 13,2 %, plus du double de la moyenne nationale. Parmi les autres régions connaissant une forte augmentation du chômage, figurent les Pays de la Loire (+8,2 %) et Aquitaine (+8 %). En-dessous de la moyenne nationale (6,4 %) se trouvent des régions plus industrielles et rurales comme la Haute-Normandie, la Picardie ou le Nord-Pas-de-Calais.

L'ancienneté au chômage continue de progresser. Elle est de 545 jours en progression de 3 jours en un mois et de 28 jours en un an. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an est de 2,446 millions au mois de février en hausse de 0,7 % en un mois.

Le déficit public a été de 4 % en 2014

L'INSEE a confirmé que la croissance avait été de 0,4 % en 2014. Le dernier trimestre s'est soldé par une petite croissance de 0,1 %. Si la consommation a résisté en 2014, en revanche, l'investissement a été aux abonnés absents. Le commerce extérieur a légèrement contribué à la croissance. Le déficit public a été moins élevé que prévu. Il s'est élevé à -84,8 milliards d'euros, soit -4,0 % du PIB après -4,1 % du PIB en 2013. En part de PIB, les recettes progressent de 52,9 % à 53,2 %, légèrement plus vite que les dépenses dont le poids dans le PIB passe de 57,0 % à 57,2 %. Le taux de prélèvements obligatoires est stable, à 44,7 % du PIB. La dette publique a, en revanche, continué d'augmenter pour atteindre, en 2014, 95 % du PIB.

Le pouvoir d'achat dopé par la baisse des prix

En termes nominaux, le revenu disponible brut des ménages a, selon l'INSEE diminué de 0,1 % au dernier trimestre contre une hausse de 0,5 % au trimestre précédent.

La masse salariale reçue progresse au même rythme qu'au trimestre précédent soit 0,3 % mais les impôts sur le revenu et le patrimoine sont en forte augmentation +3,8 % après -0,1 % sous l'effet des mesures nouvelles pour 2014 sur l'impôt sur le revenu (suppression de certaines exonérations et abaissement du plafond du quotient familial). Au troisième trimestre, l'impact de ces mesures avait été compensé par la réduction d'impôt exceptionnelle pour les ménages modestes. Le pouvoir d'achat des ménages a donc progressé de 1,1 % en 2014 contre une stagnation en 2013. Du fait de cette amélioration du pouvoir d'achat et toujours par prudence, les ménages ont accru leur effort d'épargne. Ainsi le taux d'épargne est passé de 15,1 à 15,5 % de 2013 à 2014. Le taux d'épargne a baissé au dernier trimestre de manière assez traditionnelle. Les dépenses de fin d'année et les impôts ont pesé sur la capacité d'épargne des ménages. Le taux d'épargne qui était de 15,7 % au troisième trimestre a diminué à 15,4 % au quatrième trimestre.

Zone euro, la croissance dans les starting-blocks

D'ici quelques jours, les premiers résultats économiques concernant le premier trimestre seront publiés. Les enquêtes publiées confirment l'accélération de la croissance. Les indices « PMI composite » sont en progression de deux points du mois de décembre à mars. L'indicateur de confiance des consommateurs européens réalisé par Eurostat a gagné, en mars, trois points. Les premières données d'activité vont dans le même sens. Ainsi, les ventes de détail ont augmenté de 0,4 % en janvier. Sur l'ensemble du premier trimestre, elles devraient être en hausse de plus de 1,5 %. La production industrielle même si elle reste un peu en dedans, devrait avoir augmenté sur le premier trimestre de 0,3 à 0,4 %. La croissance devrait être tirée par la consommation au cours du premier trimestre, l'investissement demeurant encore en retrait. Dans ces conditions, la croissance pourrait atteindre, au premier trimestre 2015, pour la zone euro entre 0,5 et 0,6 point après 0,3 point au dernier trimestre 2014.

LE COIN DE LA CONJONCTURE

Les Allemands, les premiers des Européens

Depuis le début de la crise, il est de bon ton de railler l'égoïsme allemand. La Chancelière, Angela Merkel, est accusée sur le plan économique d'être psychorigide et d'imposer une austérité qui n'aboutit qu'à accroître la pauvreté. Or, au-delà des effets de manche, la réalité est peut être toute autre. L'Allemagne est en train de consentir des efforts de grande ampleur pour sauver la zone euro. Ce qui est certain c'est qu'elle met en œuvre une politique qui n'est pas totalement conforme à ses intérêts de court terme.

L'euro faible n'est pas en soi profitable pour l'Allemagne. Au-delà des considérations historiques et psychologiques, un euro faible est, en effet contre-productif pour l'économie allemande. Le processus de production de l'Allemagne repose sur un fort volume d'importations de biens intermédiaires en provenance des pays émergents ainsi que des pays d'Europe orientale et centrale. A titre de comparaison, l'Allemagne importe deux fois plus que la France. La dépréciation de l'euro accroît le coût des importations. Par ailleurs, en raison du niveau élevé de gamme de la production de l'Allemagne, la sensibilité des exportations de l'Allemagne à leur prix est faible ; elle est inférieure à 0,2. De ce fait, une baisse du prix des exportations n'avantage que marginalement l'Allemagne.

Les pouvoirs publics et le patronat allemand ont accepté le principe de l'augmentation des salaires et de certaines prestations afin de relancer la demande intérieure. L'instauration du salaire minimum ainsi que les derniers accords salariaux aboutissent à une détérioration de la compétitivité des entreprises allemandes. Une telle politique remet en cause les fondements de la croissance de ces dernières années.

L'Allemagne en dégageant des excédents commerciaux et du fait du vieillissement de sa population possède structurellement un fort taux d'épargne. Or, le maintien de faibles taux d'intérêt pèse sur la rémunération de l'épargne et nuit aux épargnants et en particulier aux épargnants retraités.

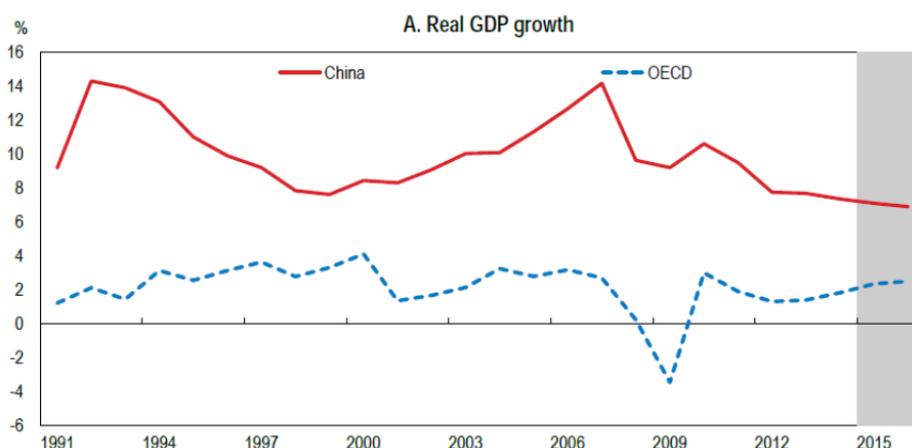
L'Allemagne a accepté de payer de sa personne pour venir en aide à l'Europe du Sud. Certes, ce sacrifice est gagnant sur le long terme. En effet, les Allemands ont besoin d'une Europe du Sud solvable pour recouvrer leurs créances, plus de 3000 milliards d'euros et pour exporter. L'Allemagne n'a pas le choix de sa politique simplement elle n'aime pas se sentir obligée !

Chine, refroidissement confirmé

La Chine rentre-t-elle dans le rang ? Les derniers résultats semblent le prouver. La croissance ralentit doucement mais sûrement. Selon l'agence Bloomberg, le taux de croissance se situerait autour de 6,3 % au mois de février en-deçà des prévisions. Du Gouvernement chinois (7 %). Pour l'OCDE, la croissance devrait néanmoins atteindre 7 % cette année et 6,9 % en 2016.

Il n'en demeure pas moins que le début de l'année est poussif. L'indice PMI-HSBC de la Chine est passé en-dessous de la barre symbolique des 50 au mois de mars traduisant un ralentissement réel de l'économie. Le Gouvernement pourrait prendre de nouvelles mesures afin de relancer l'activité.

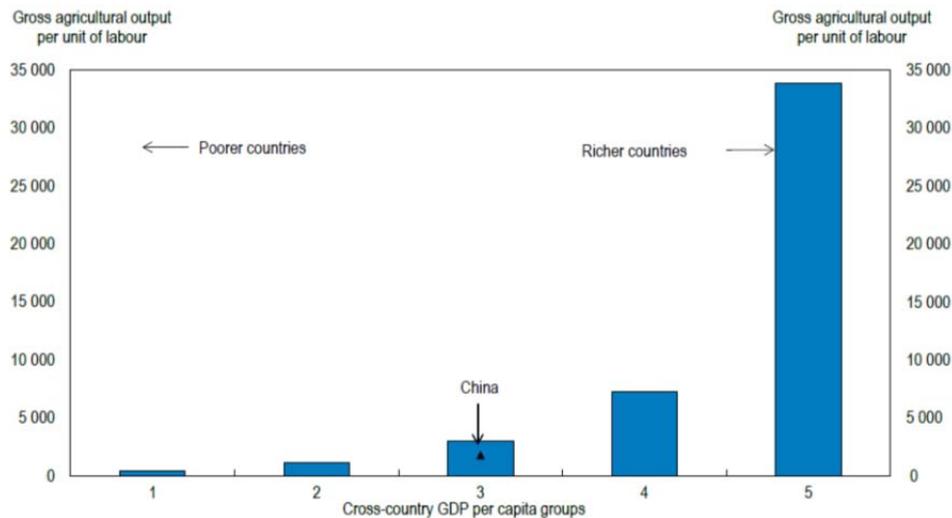
Du fait du ralentissement en cours, l'écart de croissance entre la Chine et les pays de l'OCDE est au plus bas depuis l'an 2000. Il tourne autour de 4 points. Il devrait se rétrécir dans les prochaines années avec la réorientation de l'économie vers la consommation et les services.



Source: OECD Economic Outlook Database.

La Chine doit faire face à un certain nombre de goulots d'étranglement. Les restrictions aux migrations pourraient, à terme, freiner la croissance. Il y a une nécessité d'améliorer la productivité agricole afin de compenser la diminution de la population active. La Chine devra gérer, en outre, une montée en puissance de

l'urbanisation sachant que certaines collectivités territoriales sont déjà surendettées. La Chine par rapport aux autres grands pays émergents demeure sous-urbanisée.



L'OCDE, dans le cadre de son étude annuelle sur la Chine suggère des pistes de réforme afin d'éviter la survenue de crises systémiques. L'organisation demande une plus grande transparence dans les finances publiques et dans le système de financement de l'économie. Elle demande une moindre présence des capitaux publics dans les entreprises, en particulier, dans celles évoluant dans le secteur tertiaire.

L'OCDE réclame la généralisation de la Sécurité sociale et préconise de rendre les droits sociaux portables afin de ne pas pénaliser les migrations à l'intérieur de la Chine. Par ailleurs, afin d'améliorer la productivité du travail, les autorités chinoises doivent instaurer, dans tout le pays, un système d'enseignement professionnel efficace. Elles doivent aussi favoriser la promotion au mérite et assurer une meilleure protection des droits de propriété intellectuelle. Elles devraient également accroître les dépenses publiques en faveur de l'éducation, notamment en augmentant la rémunération des enseignants pour améliorer la qualité de l'enseignement, et garantir parallèlement l'égalité des chances aux enfants issus de milieux défavorisés.

Le Gouvernement afin de faciliter la diffusion des fruits de la croissance à l'ensemble du pays devrait réformer le droit de la propriété rurale et mettre en place des plateformes d'échange des droits d'exploitation des terres. Il faudra également qu'il s'attaque à l'épineuse question de l'accès au crédit dans les zones rurales. Il y a aussi un effort important à mener en faveur de l'éducation et de la formation des agriculteurs. Le développement des infrastructures en secteur rural est prioritaire afin de permettre à une part non négligeable de la population d'accéder aux biens et services.

La lutte contre la pollution et la recherche d'une plus grande efficacité dans l'utilisation des ressources naturelles sont des questions clés.

LE COIN DES TENDANCES

Panne de productivité, est-ce grave docteur ?

Crise financière, surendettement, injections de liquidités, tout cela ne masquerait-il pas un mal profond, une diminution des gains de productivité ? Pourtant de nombreuses études répètent que nous sommes à l'aube d'une mutation historique de l'économie qui devrait connaître une forte croissance. . Une étude de McKinsey a ainsi pronostiqué que d'ici 2025 une dizaine d'innovations majeures (énergie, production, santé, matériaux, métiers du savoir...) devrait créer ou déplacer l'équivalent de la moitié du PIB mondial actuel. Mais, pour le moment, les pessimistes, les déclinologues semblent l'emporter. Rien de tangible sur le front de la productivité !

Depuis le début de la révolution industrielle, à la fin du 18^{ème} siècle, nous considérons que la croissance est portée par le progrès technique. Or, aujourd'hui, ce progrès est remis en cause et en outre, il se fait plus rare ou du moins son apport se révèle plus faible à moins que nous sachions plus le mesurer.

Aux Etats-Unis, la productivité globale des facteurs n'a progressé que de 0,7 % depuis l'an 2000 contre 1,4 % dans les années 90. Pour la zone euro, nous sommes passés de 0,8 % à 0 d'une décennie à l'autre. La productivité par tête qui était de 2,7 % par an de 2000 à 2006 n'est plus que de 1,5 % de 2007 à 2013. Même le secteur des hautes technologies est touché. La productivité par tête est ainsi passée, dans ce secteur, de 15,2 % entre 1990 à 1999 à 1,6 % entre 2007 et 2013. Une autre étude de McKinsey souligne que la rentabilité de l'industrie pharmaceutique qui était de plus de 13 % dans les années 90 se situe entre 4 et 9 % depuis les années 2000. Une étude du cabinet Alix Patners montre que le coût de développement par génération de microprocesseurs augmente de 30 %. L'intensité capitaliste s'accroît fortement ce qui joue contre la croissance. De 1980 à 2013, cette intensité aurait, selon certaines études, doublé. Il en résulte une baisse du rendement du capital physique ce qui ne peut jouer que contre les salaires et l'emploi. Le développement des emplois à faible qualification, emplois de services à domicile, restauration, hôtellerie... pèse également sur le niveau général de la productivité. Pour paraphraser l'économiste américain Robert Solow, aujourd'hui l'on trouve des objets connectés partout « sauf dans les statistiques de la productivité ».

Cette panne de productivité est-elle d'ordre structurel en relation avec un épuisement du progrès ? Est-elle un signe d'une mauvaise orientation de l'économie vers des secteurs ne permettant pas de dégager de la croissance ou sommes-nous sur un palier entre deux cycles schumpétériens ?

La consommation est morte, vive la consommation

Régulièrement, la fin de la société de la consommation est avancée. Synonyme de gaspillage, d'abêtissement, de frustrations, elle est sujette à toutes les calomnies. Pour autant, mois après mois, les ménages consomment. Les tenants de la décroissance, de l'autoproduction, de l'échange en-dehors des réseaux traditionnels

n'existent que dans la presse mais pas dans les statistiques. S'il y a remise en cause de la consommation, c'est contraint et forcé par faiblesse du pouvoir d'achat. Certes, la consommation n'est pas immuable ; elle évolue, elle se réinvente en permanence. La consommation n'est qu'une expression du capitalisme qui tire sa force dans l'intégration des forces qui souhaitent l'abattre. La consommation se décompose et se recompose en permanence. Ainsi, le consommateur ayant réclamé du bio, si possible pas trop cher l'a obtenu au sein même de ses grandes surfaces. Le consommateur est fatigué des rayons infinis des grands centres. Pas de problème, la grande distribution s'est redéployée en centre-ville. Le consommateur ne veut plus s'embêter avec ses courses. Pas de souci, les hypermarchés ont développé les "drive" et les livraisons à domicile.

Le rejet de la consommation n'est qu'une illusion ou n'est que la poursuite de la consommation par d'autres moyens. Si la télévision ou la voiture ont perdu leurs pouvoirs d'attraction, elles ont été remplacées par les jeux vidéo, les voyages, les sorties culturelles... Il faut remarquer que l'esprit de consommation infiltre tous les aspects de notre vie. Les musées ou les salles de concert ressemblent de plus en plus à des centres commerciaux. Les consommateurs soit disant de plus en plus méfiants fonctionnent de plus en plus à l'émotion, à l'affectif. Il faut leur raconter une histoire, le fameux storytelling. Ils ne sont pas dupes mais sont sensibles. Il faut créer du désir, de la passion. Il n'y pas de réelle rupture, il y a des évolutions dans les comportements. Contrairement à ce qui est parfois écrit, la consommation n'a jamais été une religion ou une drogue. Le nombre de surendettés est faible et tend à diminuer. Les Français sont, malgré la publicité, le marketing, restés des fourmis comme en témoigne sur longue période l'étonnante stabilité du taux d'épargne. Simplement, la consommation est à la base de notre système économique. Elle est incontournable.

AGENDA ECONOMIQUE DE LA SEMAINE

Samedi 28 et dimanche 29 mars

Durant le week-end, la liste détaillée des réformes que la **Grèce** devra mettre en œuvre sera établie. Cette liste est nécessaire pour le déblocage des 7,2 milliards d'euros dont la Grèce a besoin pour éviter des défauts de paiement.

Au Japon, il faudra suivre l'évolution de la production industrielle en février. En janvier, elle avait augmenté de 3,7 % tout en restant en recul sur un an de 2,8 %.

Lundi 30 mars

En **Espagne**, il conviendra de regarder **l'évolution de l'indice des prix** du mois de février. En janvier, le taux d'inflation en rythme annuel était de - 1,2 %.

En **Grèce**, **l'indice des prix** pour le mois de février sera également connu.

En **Italie**, seront publiés **les indices sur la confiance des consommateurs et des entreprises**.

Pour la **zone euro**, il faudra suivre **les indices sur le climat des affaires, sur la confiance dans l'industrie, la confiance des consommateurs et sur le climat économique**. Ces indicateurs sont attendus en hausse.

En **Allemagne**, sera rendu public **l'indice des prix** du mois de mars. L'inflation devrait repasser en territoire positif à 0,1 % en rythme annuel.

Aux **Etats-Unis**, seront attendues **les dépenses de consommation des ménages pour le mois de février**. Une petite hausse est espérée. Seront également publiées l'évolution des revenus et les promesses de ventes de maison pour le mois de février. Toujours **aux Etats-Unis**, il faudra suivre **l'indice manufacturier de la Fed de Dallas du mois de février**. Il faudra surtout étudier **le taux de chômage de mars** qui devrait s'inscrire une fois de plus en baisse à 5,4 % avec autour de 220 000 emplois créés. Une amélioration sensible du marché de l'emploi pourrait accélérer le calendrier de la remontée des taux par la FED.

Mardi 31 mars

Au **Japon**, il conviendra de regarder **les commandes de construction et les mises en chantier du mois de février**.

En **France**, seront connus **les dépenses de consommation** et les prix à la production du mois de février.

En **Espagne**, il faudra suivre **les ventes de détail** du mois de février.

En **Allemagne**, sera publié **le taux de chômage** du mois de mars.

En **Italie**, seront connus **le taux de chômage de février** et le taux d'inflation du mois de mars.

Pour la **zone euro**, seront communiqués **le taux d'inflation** du mois de mars ainsi que **le taux de chômage** de février. Il devrait être à nouveau en baisse à 11,1 %.

Aux **Etats-Unis**, il faudra suivre l'évolution de **l'indice sur la confiance des consommateurs**.

Mercredi 1^{er} avril

En **Chine**, seront publiés **les indices PMI manufacturier et non manufacturier** du mois de mars.

Les **indices PMI manufacturiers** de mars seront publiés pour la **France, l'Italie, la Grèce, l'Espagne, la zone euro et le Royaume-Uni ainsi que pour les Etats-Unis**. Ils devraient traduire une amélioration de la conjoncture.

La **Banque centrale européenne** se réunit mais les taux et la politique monétaire ne sont pas à l'ordre du jour.

En **France**, seront communiqués **les résultats des immatriculations** des véhicules neufs du mois de mars. La Banque de France publiera **l'évolution des crédits aux sociétés non-financières pour le mois de février**.

Aux **Etats-Unis**, seront connues **les ventes de véhicules** du mois de mars.

Jedi 2 avril

En **Allemagne**, il faudra regarder **les ventes de détail** du mois de mars.

Aux **Etats-Unis**, seront connus **les résultats de la balance commerciale** du mois de février. Avec la hausse du dollar, il sera intéressant d'étudier l'évolution des exportations. **La balance commerciale du Canada** pour février sera également publiée.

En **France**, l'INSEE publiera **sa note de conjoncture mensuelle**. La Banque de France présentera les résultats des crédits aux particuliers pour le mois de février.

Vendredi 3 avril

Les **indices PMI services** seront publiés **pour la Chine, l'Espagne et l'Italie**.

Aux **Etats-Unis**, il faudra regarder **les résultats de l'emploi et le taux de chômage du mois de mars**. En février, le taux de chômage s'est établi à 5,5 % et le taux de participation au marché de l'emploi a atteint 62,8 %. Le taux de chômage pourrait s'abaisser à 5,4 %. Les créations d'emploi auraient pu atteindre plus de 230 000 au mois de mars.



La Lettre Economique est une publication de Lorello Ecodata

Comité de rédaction : Philippe Crevel, Sarah Le Gouez et Christopher Anderson

Toute utilisation totale ou partielle des articles de la lettre doit fait l'objet d'une autorisation.

Sites Internet : www.lorelo.fr

Pour ton contact et correspondance

- Par téléphone : 06 03 84 70 36
- Par email : phcrevel@lorelo.fr
- Adresse : LORELLO ECODATA – 7, rue Falguière – 75015 Paris

Abonnement : à adresser à phcrevel@lorelo.fr

Je m'abonne à La Lettre Eco de Lorello Ecodata pour un an : 52 numéros de la lettre

Un lecteur : 750 euros TTC

De 2 à 10 lecteurs : 1 300 euros TTC

Au-delà de 10 lecteurs contacter le service abonnement

Pour garantir une mise en place rapide de votre abonnement, nous vous demandons de bien vouloir compléter l'ensemble des informations demandées.

Adresse de facturation

Nom -----

Prénom -----

Fonction: -----

Organisme: -----

Adresse: -----

Code Postal -----Ville -----

Pays

Tél.: -----

E-mail:-----

Mode de paiement

Chèque bancaire à l'ordre de : LORELLO ECODATA

Virement bancaire

SARL LORELLO ECODATA

IBAN : FR76 3000 4014 9700 0101 8683 627 / BIC : BNPAFRPPNIC